



PREFECTURE DU HAUT-RHIN

Direction des
Collectivités Locales et
de l'Environnement
Bureau des Installations
Classées

ARRETE

n° 2006-290-2 du 17 octobre 2006

**portant prescriptions complémentaires à la Société FIMALAC pour la surveillance
des eaux souterraines de son site situé sur la commune de MULHOUSE**

LE PREFET DU HAUT-RHIN
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le Code de l'Environnement, livre V, titre 1^{er} relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment son article L 512-3 ;
- VU** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- VU** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment ses articles 18 et 19 ;
- VU** le SDAGE (Schéma Départemental d'Aménagement et de Gestion des Eaux) du bassin Rhin-Meuse approuvé par arrêté préfectoral du 15 novembre 1996 ;
- VU** les actes administratifs suivants visant la Société Alsacienne de Construction Mécanique de Mulhouse dernier exploitant du site de la fonderie :
- Récépissés de déclaration du 28/05/1954, 05/01/1966, 15/07/1966, 12/07/1967, 15/02/1973, 27/03/1973, 04/04/1974, 07/06/1974, 12/03/1976, 25/06/1976, 13/05/1977, 14/06/1978, 20/02/1987, 02/02/1988, 14/11/1990,
 - Arrêtés d'autorisation du 16/04/1948, 05/04/1956, n° 12013 du 10/01/1969, n° 50619 du 01/06/1977, n° 56009 du 24/07/1978, n° 62343 du 03/04/1980, du 20/02/1981, n° 952146 du 09/11/1995 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 02-0425 du 20 février 2002 prescrivant à la Société FIMALAC la reconnaissance de l'étendue de la pollution de l'ancien site SACM ;
- VU** le rapport du 20 juin 2006 de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement chargée de l'inspection des Installations Classées ;
- VU** l'avis du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du 07 septembre 2006 ;

CONSIDÉRANT qu'il avait été mis en évidence à l'emplacement de l'ancien bâtiment industriel de la SACM – Textile, n° 106/secteur B, et sur des terrains à proximité immédiate du secteur B sur le site industriel « SACM – Mulhouse, 1 rue de la Fonderie – Mulhouse » une pollution des sols par des remblais à scories contenant des métaux lourds, des hydrocarbures totaux, des solvants chlorés, et des sables de fonderie ;

CONSIDÉRANT qu'il avait été mis en évidence, sous l'emprise des terrains de la SACM – Textile, une contamination des eaux souterraines par des hydrocarbures totaux et des solvants chlorés ;

CONSIDÉRANT la nécessité de poursuivre la surveillance du réseau piézométrique fixée à l'article 2-4 de l'arrêté préfectoral n° 02-0425 du 20 février 2002, afin de pouvoir suivre les conséquences des travaux de remédiation réalisés en 2004 sur l'ancien site SACM ;

CONSIDÉRANT les conclusions des études réalisées par la Société FIMALAC :

- Evaluation détaillée des risques pour la ressource en eau – modélisation hydrodynamique et hydrodispersive – rapport Tauw Environnement R/4002372.EDR.Eau.V01, mai 2004 ;
- Evaluation détaillée des risques pour la santé humaine – remblais (zone sus-jacente et sous-jacente aux scories) – rapport Tauw Environnement R/4002372.EDRS.Métaux.V01, avril 2004 ;
- Evaluation détaillée des risques pour la santé humaine – rapport Tauw Environnement R/4002372.EDRS.Chlorés.V01, juin 2004 ;
- Faisabilité technico économique de dépollution des eaux souterraines-rapport Tauw Environnement-GRS VALTECH R4002372 Faisabilité Technico économique V01 juillet 2005 ;
- Etude des zones de servitude – eaux souterraines au droit et dans les environs du site de FIMALAC – rapport Tauw Environnement R/4002372. Service Eaux, juillet 2005 / rapport Tauw Environnement R40023726014077V04, février 2006 ;

CONSIDÉRANT que les analyses réalisées sur les eaux souterraines à l'aval du site montrent qu'il existe une pollution résiduelle en perchloroéthylène (PCE), trichloroéthylène (TCE), 1,2-dichloroéthène (DCE), chlorure de vinyle (VC) ;

CONSIDÉRANT l'engagement de la Société FIMALAC par lettre du 29 juin 2004 sur les conditions de suivi pendant 30 ans de la qualité des eaux souterraines ;

CONSIDÉRANT l'engagement de la ville de Mulhouse par lettre du 21 juillet 2004 de poursuivre les campagnes d'analyses des eaux souterraines à l'issue du suivi réalisé par la Société FIMALAC ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L511-1 du Code de l'Environnement d'imposer des prescriptions complémentaires à la Société FIMALAC ;

APRES communication à l'exploitant du projet d'arrêté ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du HAUT-RHIN,

ARRÊTÉ

ARTICLE 1^{ER}

La Société FIMALAC est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour la surveillance des eaux souterraines en amont, au droit et à l'aval de son site situé sur la commune de Mulhouse.

Ces dispositions relatives à la surveillance des eaux souterraines se substituent à celles fixées par l'article 2-4 de l'arrêté préfectoral n° 02-0425 du 20 février 2002.

ARTICLE 2 - Réseau de surveillance des eaux souterraines

Le réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines du site de la fonderie à Mulhouse est constitué des piézomètres, implantés selon le plan joint en annexe du présent arrêté.

Zones à contrôles :

Amont

- PZ 7 situé au sud de la voie SNCF
Suivi semestriel
relevé niveau piézométrique + analyses

Aval immédiat

- PZ 3 bis (ancien piézomètre PZ3 à remplacer jusqu'au substratum car détruit pendant les travaux de la faculté) situé en aval des parcelles C2 et C3
- PZ 4 situé en aval de la parcelle A1
- PZ 10 situé au sud en aval direct de la butte anti-bruit
Suivi semestriel
relevé niveau piézométrique + analyses

Aval éloigné

- PZ 4W situé sur le site de Wärtsilä
Suivi semestriel
relevé niveau piézométrique + analyses

ARTICLE 3 – Analyses des eaux souterraines

Les prélèvements d'échantillons d'eau doivent être effectués selon les normes en vigueur.

Les paramètres à analyser dans les échantillons d'eau prélevés sont les suivants :

- PH, potentiel d'oxydoréduction

Au minimum, les paramètres suivants seront recherchés :

- Hydrocarbures totaux
- Arsenic
- Cadmium, Chrome total, Cr6, Cuivre, Mercure, Plomb, Nickel, Zinc, Fer
- Cyanures totaux
- Indice phénol
- Solvants chlorés ; perchloroéthylène, trichloroéthylène, 1,2-dichloroéthène, chlorure de vinyle, 1,1-Dichloroéthane, 1,1,1-Trichloroéthane

La fréquence de contrôle sera semestrielle (basses eaux – hautes eaux), sauf en ce qui concerne les hydrocarbures totaux, les cyanures totaux, l'indice phénol, Cr6 dont les contrôles s'effectueront tous les 24 mois. Prélèvements et analyses sont à réaliser par un laboratoire agréé. Les résultats de mesures, avec commentaires, sont à communiquer dès réception à l'inspecteur des Installations Classées.

ARTICLE 4 – Transmission des résultats

- ❑ Le rapport de surveillance semestriel doit être établi et transmis à l'inspection des Installations Classées au plus tard deux mois après chaque prélèvement.

Outre les résultats d'analyses ci-dessus, il doit comporter les informations suivantes :

- les coordonnées de l'organisme chargé de la surveillance, le nom de l'agent préleveur
- les dates de prélèvements
- les modalités de prélèvement et de conditionnement
- les bulletins d'analyses
- le cas échéant, les commentaires relatifs aux difficultés rencontrées lors des prélèvements.

La comparaison avec des valeurs seuils (potabilité, toxicité, ...) devra être effectuée. Toute évolution anormale d'un paramètre sur deux prélèvements successifs doit être signalée et commentée.

Un plan de localisation des piézomètres avec leurs numéros, le nombre d'analyses par piézomètre depuis l'origine, la valeur moyenne en (mg/l) par piézomètre, ainsi que la valeur obtenue lors de la dernière mesure en (mg/l) seront joints au rapport.

- ❑ Les caractéristiques techniques des piézomètres (profondeur, hauteur de crépinage, nature du sol traversé, etc...) devront être jointes lors du premier envoi ainsi qu'après toute modification des ouvrages.
- ❑ Cette transmission des résultats pourra prendre une forme numérique, toutefois une version sous format papier devra être adressée annuellement à l'inspection des Installations Classées avec l'historique des mesures réalisées et les courbes de tendance.

ARTICLE 5 – Prescriptions complémentaires

Toute modification des conditions de surveillance du site telles que prescrites par le présent arrêté doit être portée à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation. Le Préfet fixe s'il y a lieu, des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977.

Les prescriptions complémentaires peuvent prévoir une atténuation des conditions de prélèvements et d'analyses d'échantillons d'eau sur demande de l'exploitant et après avis de l'inspection des Installations Classées.

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspection des Installations Classées peut demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et analyses soient effectués par un organisme dont le choix est soumis à son approbation, s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de protéger les intérêts mentionnés à l'article L511-1 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 6 – Dispositions transitoires

- ❑ Les premières mesures sur les nouveaux ouvrages PZ3 bis et PZ10 du réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines seront réalisées au cours du second semestre 2006.
- ❑ Afin de valider les modélisations des panaches de pollution ainsi que la pertinence des ouvrages retenus, des paramètres et de la périodicité de suivi de la qualité des eaux souterraines, un rapport d'étape sera produit par la Société FIMALAC à la fin du premier semestre 2010.

ARTICLE 7 – Exécution

Un avis faisant connaître qu'une copie de l'arrêté portant prescriptions complémentaires est déposée à la mairie de MULHOUSE et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché à la mairie de MULHOUSE pendant une durée minimum d'un mois et affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin, le Sous-Préfet de Mulhouse, le Sénateur-Maire de MULHOUSE et le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement chargé de l'inspection des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société FIMALAC, dont le siège social est au 97 rue de Lille – 75007 PARIS.

Fait à COLMAR, le 17 octobre 2006

Pour le Préfet,
Et par délégation
Le Secrétaire Général

<p>Délais et voie de recours (article L 514-6 du Titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement). La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif, le délai de recours est de deux mois à compter de la notification pour le demandeur ou pour l'exploitant, il est de 4 ans pour les tiers ou les communes intéressées à compter de l'affichage ou de la publication de la présente décision.</p>
--

Annexe I : implantation du réseau piézométrique